

## Les relations Brésil - Iran et la question du nucléaire

Bruno Muxagato\*

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad s'est rendu au Brésil en novembre 2009, créant une grande polémique dans le pays. Les communautés juive et homosexuelle ainsi que les organisations luttant pour les droits de l'homme ont alors dénoncé la venue d'un président si contesté, connu pour sa rhétorique provocatrice. Cela a également soulevé de nombreuses critiques de la part des puissances occidentales redoutant la politique nucléaire iranienne, les Etats-Unis en tête. Mais les ambitions brésiliennes de convertir le pays en un acteur d'importance mondiale souhaitant un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, passent aussi par le fait de traiter des grandes affaires mondiales de sécurité collective dont la question du nucléaire iranien fait partie (tout comme le conflit israélo-palestinien). La position brésilienne sur cette question est particulièrement intéressante puisqu'on ne peut s'empêcher de faire un parallèle entre le programme nucléaire iranien et celui du Brésil qui, en son temps, avait également soulevé les suspicions de la part des grandes puissances.

Ces dernières années, un rapprochement s'est opéré de fait entre Brésiliens et Iraniens, à la fois pour des questions économiques de diversification des marchés sur la base des nouvelles relations Sud-Sud, mais également sur le plan diplomatique dans un objectif commun de promouvoir un monde multipolaire. Ce rapprochement n'est pas sans conséquence pour les Brésiliens, qui ont opté pour

une stratégie diplomatique volontariste particulièrement risquée.

### Le développement d'une relation Sud-Sud

*Les relations diplomatiques entre deux puissances régionales*

Le Brésil et l'Iran ont développé leurs relations politiques au cours des dernières années, sur la base d'une coopération économique et d'échanges commerciaux toujours plus importants. Signe d'une bonne entente entre les deux pays, l'Iran a invité le Brésil à rejoindre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole<sup>1</sup> et le gouvernement brésilien a, quant à lui, affiché un soutien rhétorique au programme nucléaire de l'Iran malgré les critiques internationales croissantes.

*Le Brésil et l'Iran ont développé leurs relations politiques au cours des dernières années, sur la base d'une coopération économique et d'échanges commerciaux toujours plus importants.*

En juillet 2009, au cours d'audiences publiques sur l'Iran organisées par le Comité brésilien des Relations extérieures et la Défense nationale, le sous-secrétaire politique du ministère des Relations extérieures, Roberto Jaguaribe, a souligné l'importance stratégique des relations Brésil-Iran. Jaguaribe a mis en garde contre l'isolement politique qui, selon lui, « ne sert qu'à radicaliser les positions iraniennes ». Il a également parlé de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009, affirmant que « des élections véritables ont eu lieu en Iran ; ce n'était pas une affaire de faux-semblants

<sup>1</sup> « Brazil Declines OPEC Invitation », *BBC News*, 5 septembre 2008.

\* Bruno Muxagato est doctorant en relations internationales (Université de Cergy-Pontoise/Université de Brasilia) et enseignant à l'Université de Paris III Sorbonne Nouvelle. Il est aussi Membre du Collège doctoral franco-brésilien.

destinés à remplir les formalités d'une démocratie ».<sup>2</sup>

En novembre 2009, le président israélien Shimon Peres s'est rendu au Brésil dans l'espoir de renforcer les relations entre Israël et le Brésil et de contrer l'influence iranienne dans la région. Mahmoud Ahmadinejad s'est également rendu au Brésil immédiatement après la visite de M. Peres. Peu avant cette visite, en octobre 2009, le Grand Rabbin d'Israël Yona Metzger avait déclaré au président du Sénat brésilien (et ancien président) José Sarney que, pour Israël, « c'est très fâcheux que le Brésil soit prêt à recevoir quelqu'un déclarant publiquement vouloir détruire notre pays ».<sup>3</sup>

Quand Ahmadinejad est arrivé au Brésil au début d'une tournée sud-américaine, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de São Paulo et de Rio de Janeiro pour dénoncer les violations des droits de l'homme en Iran et la position iranienne envers Israël. Une grande partie des médias et du monde académique a également exprimé ses doutes quant à la stratégie diplomatique de Lula, estimant cette dernière hasardeuse et contre-productive. Après leur rencontre, Ahmadinejad et Lula ont parlé à des journalistes en soulignant que les perspectives des relations entre l'Iran et le Brésil étaient particulièrement « brillantes » dans divers domaines et ont souligné que « les potentialités existantes doivent être exploitées pour développer davantage la coopération bilatérale ». Lula a également décrit l'Iran et le Brésil comme « deux grands pays ayant des modèles de développement identiques », ajoutant que « Téhéran et Brasilia continueront d'entretenir des relations solides avec de grands objectifs à atteindre. »<sup>4</sup>

#### *Des relations économiques encore modestes*

Le Brésil et l'Iran ont commencé à élargir leurs relations économiques bilatérales dans les années 90. Malgré les vastes réserves de pétrole et de gaz naturel que les deux pays possèdent, la coopération bilatérale se concentrait principalement sur les denrées alimentaires et sur le développement

d'infrastructures communes, mais ces relations s'étendaient peu au secteur énergétique. Il a fallu attendre les années 2000 pour que les choses changent. En 2003, la National Iranian Oil Company a accordé des droits à Petrobras pour explorer les vastes réserves pétrolières offshore du golfe Persique. Petrobras a par la suite signé un second contrat d'exploration avec l'Iran en 2004 pour forer dans la mer Caspienne.<sup>5</sup>

Au-delà de la coopération en matière énergétique, les entreprises brésiliennes ont également trouvé le moyen de contourner les sanctions commerciales que le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé à l'Iran. Ainsi, il a été mis en place un réseau de commerce triangulaire : les produits brésiliens font escale à Dubaï ou aux Emirats arabes unis (EAU), avant d'entrer en Iran. Le sucre et la viande bovine sont deux des produits les plus significatifs de ce flux commercial. L'ambassadeur du Brésil auprès des EAU a révélé au journal brésilien O Estado de São Paulo qu'il avait fourni des visas brésiliens à des hommes d'affaires iraniens pour leur permettre d'entrer aux Emirats Arabes Unis. Selon un courtier

interrogé par O Estado de São Paulo, « personne ne sait exactement combien de boeuf et d'autres produits brésiliens sont vendus à l'Iran via Dubaï. Mais si on prend en considération qu'il n'y a pas de production de viande locale et qu'il existe d'importantes exportations de ce produit à partir de Dubaï et des ports iraniens, on imagine que ces produits ne peuvent venir que du Brésil ».<sup>6</sup> Le

commerce triangulaire est difficilement comptabilisable, mais en ce qui concerne le commerce bilatéral, il totalise selon le ministère du Commerce extérieur brésilien plus de 1,2 milliards de dollars en 2009, principalement sous la forme d'importations iraniennes (sucre, soja, maïs), car le Brésil dispose de ses propres ressources en hydrocarbures.

En mai 2009, en présence du président de la Chambre iranienne de commerce, de l'industrie et des mines, Mohammad Nahavandian, et de l'ambassadeur de l'Iran au Brésil, Mohsen Shaterzadeh, le ministre brésilien des Relations extérieures, Celso Amorim, a qualifié l'Iran comme étant un « partenaire de nouvelles zones géographiques dans la politique du Brésil ».

<sup>2</sup> « Brazilian Foreign Ministry Official Discusses Importance of Relations With Iran », *InfoRel*, 7 juillet 2009.

<sup>3</sup> « President to Emphasize Iranian Threat on South American Trip », *Jerusalem Post*, 5 novembre 2009.  
<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1257455195084&pageName=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>

<sup>4</sup> « Ahmadinejad, Lula Expecting Bright Prospects for Iran-Brazil Ties », *Fars News Agency*, 24 novembre 2004.  
<http://english.farsnews.com/newstext.php?nn=8809031420>

<sup>5</sup> « Brazilian Energy Giant Petrobras to Invest in Oil Exploration in Iran », *Associated Press*, 14 juillet 2004.

<sup>6</sup> « Produtos brasileiros ignoram embargo e chega em Irã via Dubai », *O Estado De São Paulo*, 6 février 2007.

Amorim créditait le resserrement des liens entre le Brésil et l'Iran comme étant le produit des efforts du président Lula. Selon lui, ce dernier « a défini une nouvelle géographie commerciale, dans un effort de diversification des partenaires du Brésil ». <sup>7</sup> En novembre 2009, le voyage d'Ahmadinejad en Amérique latine visait à renforcer les liens diplomatiques entre son pays et les gouvernements sud-américains afin de contrer la pression internationale sur son programme nucléaire. Mais ce renforcement des liens politiques passe également par l'accroissement des relations économiques entre les deux zones géographiques. Les présidents iranien et brésilien ont ainsi annoncé l'objectif commun d'augmenter le volume commercial bilatéral à 25 milliards de dollars et de renforcer la coopération entre l'Iran et le Brésil, notamment dans l'industrie, le commerce, l'énergie et la recherche. <sup>8</sup>

Les données du Fonds monétaire international (FMI) de décembre 2009 affichent une augmentation du commerce Iran-Amérique latine de 209% pour 2008, pour un total de 2,9 milliards de dollars. Selon le FMI toujours, le Brésil reste le principal partenaire commercial de l'Iran et exportateur d'Amérique latine avec un total de 1,26 milliards de dollars en 2008, en augmentation de 88% par rapport à l'année précédente. <sup>9</sup>

## Le Brésil face au nucléaire iranien

### *Lula, nucléaire et projection internationale*

Le rapport au nucléaire iranien de Lula ne peut se comprendre qu'en analysant sa politique étrangère. La priorité pour le président brésilien sur le plan international est de développer la marge d'autonomie et la « visibilité » du Brésil. Au niveau de sa politique extérieure cela passe par la diversification des partenariats - rapprochement avec les grands émergents et les autres pays en développement - tout cela dans le but de démocratiser les relations internationales et les rendre moins asymétriques. Mais ce développement

des relations Sud-Sud, ne signifie pas pour autant que le Brésil abandonne ses partenaires traditionnels du Nord comme les Etats-Unis. Avec ces derniers, les Brésiliens cherchent simplement à établir un dialogue d'égal à égal. L'objectif final de cette stratégie, de ce dynamisme diplomatique, est de donner les moyens au Brésil de se convertir en une véritable puissance mondiale qui soit reconnue de tous.

L'Iran et le Brésil se ressemblent sur plusieurs points. Ce sont deux grands pays en développement ayant atteint un niveau technologique élevé et désirant développer un programme nucléaire autonome. Les Iraniens ont quant à eux toujours été plus ou moins ambigus sur leurs intentions réelles concernant notamment l'enrichissement d'uranium (exemple de la dissimulation de

l'installation nucléaire de Qom à l'AIEA)<sup>10</sup>. S'ajoute à cela les soupçons concernant le soutien iranien au terrorisme (Hezbollah)<sup>11</sup> et le fait que le président actuel Mahmoud Ahmadinejad ait déjà exprimé son souhait de voir disparaître le régime sioniste d'Israël (« ce régime qui occupe Jérusalem doit disparaître de la page du temps »)<sup>12</sup>

***Mais contrairement à l'Iran, le Brésil est considéré comme un bon « citoyen mondial » qui ne vise pas obtenir des armes atomiques, malgré le fait que le pays ait développé un programme secret il y a 30 ans.***

<sup>7</sup> « Brazil Calls for Enhancement of Economic Ties with Iran », *Fars News Agency*, 10 mai 2009.

<sup>8</sup> « Iran, Brazil Set Goals for \$25b Trade », *Tehran Times*, 24 novembre 2009. [http://www.tehrantimes.com/index\\_View.asp?code=208679](http://www.tehrantimes.com/index_View.asp?code=208679)

<sup>9</sup> « Brazil Is Iran's Most Important Trading Partner, Followed by Argentina », *Santiago Times*, 7 décembre 2009. [http://www.santiagotimes.cl/index.php?option=com\\_content&view=article&id=17784:iran-triples-latin-american-trade-to-us29-billion&catid=48:other&Itemid=122](http://www.santiagotimes.cl/index.php?option=com_content&view=article&id=17784:iran-triples-latin-american-trade-to-us29-billion&catid=48:other&Itemid=122)

<sup>10</sup> « Nucléaire : l'usine secrète de l'Iran », *Libération*, 26 septembre 2009.

<sup>11</sup> Background Information on Foreign Terrorist Organizations, Département d'Etat américain, 1999.

<sup>12</sup> Intervention du Président Mahmoud Ahmadinejad, lors de la conférence de l'Association des étudiants musulmans « Un monde débarrassé du sionisme », Téhéran, 26 octobre 2005.

## Rétrospective historique du programme nucléaire brésilien

C'est à partir des années 70 que le Brésil a commencé à construire sa première centrale nucléaire à Angra dos Reis situé sur le littoral de l'Etat de Rio de Janeiro (un premier réacteur Angra I avec une coopération des Etats-Unis - Westinghouse/General Electric ; un deuxième Angra II avec une coopération de la République fédérale allemande - Siemens)<sup>13</sup>. Le 27 juillet 1975 a été signé à Bonn l'accord de coopération nucléaire germano-brésilien, qui prévoyait l'achat par le Brésil de huit réacteurs nucléaires et un transfert de technologie sur le cycle de production du combustible nucléaire. Avec cet accord, le Brésil faisait un pas décisif dans le club restreint des puissances nucléaires.

Angra I a commencé à être exploitée en 1982 et Angra II en 2001 après une longue paralysie lors de sa construction. Angra II a une puissance de 1300 MW, ce qui représente le double d'Angra I et qui équivaut aux plus gros réacteurs français tournant autour de 1300-1500 MW.<sup>14</sup> Le complexe d'Angra, administré par l'entreprise d'Etat Electronuclear, est prêt aujourd'hui à recevoir son troisième réacteur. Grâce à l'accord signé avec l'Allemagne, les équipements de l'infrastructure d'Angra III ont déjà été achetés et stockés. Son montage n'est donc qu'une question de temps et dépend d'une décision politique de l'exécutif. Sa construction a pris du retard, notamment à cause des opposants au projet tels que Marina Silva, la ministre de l'Environnement de Lula jusqu'en 2008, ou encore les groupes écologistes.

L'objectif actuel du programme nucléaire serait selon le ministre de la science et de la technologie, Sergio Rezende, de faire en sorte que l'énergie nucléaire réponde à 5% des besoins énergétiques du pays, contre entre 1 et 3% actuellement. On est bien sûr très loin des 80% d'énergie nucléaire en France ou même des 17% au niveau mondial.

Parallèlement à la coopération avec des pays tiers, le Brésil développe depuis la fin des années 70 un programme strictement autonome – appelé Programme de Développement de la Technologie Nucléaire (PDTN) – qui répond à l'intérêt national d'indépendance technologique.<sup>15</sup> Ce programme a eu des résultats significatifs, puisque aujourd'hui le Brésil maîtrise le cycle complet de production du combustible fournissant les réacteurs à travers l'enrichissement d'uranium dans le complexe de Resende, se situant également dans l'Etat de Rio (3% d'enrichissement pour les réacteurs de puissance, 20% pour les réacteurs de recherche).<sup>16</sup> Il faut enfin préciser que le Brésil possède la neuvième réserve géologique d'uranium exploitable au monde. C'est aussi l'un des trois pays au monde à posséder à la fois des réserves d'uranium sur son territoire, la technologie d'enrichissement et des réacteurs nucléaires.<sup>17</sup>

### *Le Brésil et l'arme nucléaire*

Quand on pense au nucléaire, on pense naturellement au spectre de la bombe. Sur ce point, la législation brésilienne actuelle interdit l'usage de la technologie nucléaire à des fins non pacifiques. Mais il est vrai que dans les années 70, durant la dictature, on a craint que le Brésil développe des armes nucléaires, sachant que le pays n'avait pas adhéré au Traité de non-prolifération. Pour les militaires de l'époque, l'accès à la connaissance de la technologie nucléaire devait permettre non seulement la construction de sous-marins nucléaires, mais également d'armes atomiques. Un programme nucléaire secret (programme Solimões)<sup>18</sup>, a ainsi été divulgué des années plus tard, qui laissait bien entendre les intentions de la dictature de dominer rapidement le cycle complet du combustible nucléaire. Un haut enrichissement de l'uranium (à 90%) aurait ainsi permis le développement d'armes nucléaires.

Mais à partir des années 80 et avec la transition démocratique, le Brésil a manifesté à diverses reprises son intention de développer cette technologie exclusivement à des fins pacifiques :

- la Constitution de 1988 prohibant l'usage belliqueux du nucléaire ;
- la création en 1991 de l'agence brésiliano-argentine de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires ;
- la ratification en 1994 du traité de Tlatelolco visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes ;
- l'adhésion en 1998 au traité de non-prolifération<sup>19</sup>.

Depuis, le Brésil a certes respecté les traités sur l'énergie nucléaire, mais, en 2004, le pays s'est embourbé dans une polémique avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui s'est plainte d'avoir qu'un accès partiel à l'usine d'enrichissement d'uranium de Resende. Les Brésiliens soutenaient qu'un accès complet à leurs centrifugeuses d'uranium ferait courir à leur pays le risque de devenir la cible d'actes d'espionnage industriel.<sup>20</sup> Les désaccords entre l'AIEA et les officiels brésiliens ont néanmoins été résolus en quelques mois. L'entente trouvée permet aux inspecteurs de l'AIEA d'examiner le matériel entrant et sortant des centrifugeuses, mais pas l'équipement lui-même.<sup>21</sup>

<sup>13</sup> Daniel Fledes, « Brazil's Nuclear Policy from Technological Dependence to Civil Nuclear Power », *German institute of global and aerea studies working papers*, n°23, juin 2006.

<sup>14</sup> Alfredo Tranjan Filho (Industries nucléaires du Brésil), audition publique au Sénat sur le programme nucléaire brésilien, Brasilia, août 2007.

<sup>15</sup> Daniel Fledes, *op. cit.*

<sup>16</sup> Odair Dias Gonçalves (Commission nationale de l'énergie nucléaire), « Programa nuclear brasileiro : passado, presente e futuro » (présentation power point), ministère de la Science et de la Technologie, 2009.

<sup>17</sup> Carlos Feu Alvim, Frida Eidelman, Olga Mafra et Omar Campos Ferreira, « Energia nuclear em um cenário de trinta anos », *Estudos Avançados* volume 21, n° 59, 2007.

<sup>18</sup> Odete Maria de Oliveira, « A integração bilateral Brasil-Argentina: tecnologia nuclear e Mercosul », *Revista brasileira de politica internacional*, n° 41, 1998.

<sup>19</sup> Daniel Fledes, *op. cit.*

<sup>20</sup> Daniel Fledes, *op. cit.*

<sup>21</sup> Carlos Feu Alvim, Frida Eidelman, Olga Mafra et Omar Campos Ferreira, *op. cit.*

\* Bruno Muxagato est doctorant en relations internationales (Université de Cergy-Pontoise/Université de Brasilia) et enseignant à l'Université de Paris III Sorbonne Nouvelle. Il est aussi Membre du Collège doctoral franco-brésilien.

### *Le marché du nucléaire mondial convoité par le Brésil*

Le Brésil possède en matière nucléaire des avantages certains, faisant partie du groupe des dix pays détenteurs du savoir faire pour l'enrichissement de l'uranium. Le pays aura la capacité d'en produire à une échelle industrielle et entièrement sur son territoire aux alentours de 2015. La technique brésilienne d'enrichissement originale est particulièrement compétitive, car elle nécessite 25 fois moins d'énergie que la technologie d'enrichissement américaine ou française. Le Brésil pourrait donc parfaitement devenir dans les décennies qui viennent un concurrent exportateur sérieux.<sup>22</sup>

La tendance concernant la technologie nucléaire dans l'agenda énergétique international pourrait être bénéfique au Brésil. On remarque dans le monde une renaissance de l'option nucléaire. C'est la croissance de la demande énergétique et la nécessité de respecter le Protocole de Kyoto qui ont provoqué cette dernière décennie la résurgence du débat sur les contributions de la technologie nucléaire pour la production d'énergie. Depuis 2005, sont ainsi entrés en construction huit réacteurs nucléaires en Inde, quatre en Russie, quatre en Chine (ce dernier pays prévoyant d'en construire seize de plus d'ici à 2020), un en Argentine et un au Japon.<sup>23</sup> Ce constat renforce donc l'argument économique et stratégique de la possible participation brésilienne sur le marché de l'uranium enrichi, avec en prévision une augmentation de la demande et des prix pour ce produit.

Le dossier iranien constitue une opportunité pour les Brésiliens de s'affirmer comme une puissance nucléaire maîtrisant l'enrichissement d'uranium. Or, le principal problème que soulève le nucléaire iranien, selon le regard des puissances occidentales, tient justement au processus d'enrichissement. Les Occidentaux redoutent que l'Iran enrichisse son uranium à un haut taux permettant alors le développement de bombes nucléaires, notamment depuis que les Iraniens ont manifesté leur intention

d'enrichir de l'uranium à 20% pour l'un de ses réacteurs de recherche médicale.<sup>24</sup>

L'une des solutions alors avancée par l'AIEA (soutenue par les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne) est celle de fournir de l'uranium enrichi à l'Iran depuis l'étranger, permettant ainsi un contrôle total du cycle d'enrichissement. Mais le chef de l'Agence iranienne de l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, a affirmé que les tentatives de son pays pour acheter le combustible à l'étranger s'étaient heurtées à la volonté occidentale de conditionner l'échange à la sortie préalable de l'uranium faiblement enrichi (3,5%). L'Iran a alors refusé dans un premier temps de transférer ses stocks d'uranium en Russie, puis en France afin de le convertir en combustible nucléaire.<sup>25</sup> En février 2010, la position iranienne a évolué sur cette proposition lorsque Mahmoud Ahmadinejad s'est dit prêt à trouver un compromis pour des transferts à l'étranger d'une partie de l'uranium iranien faiblement enrichi. Manouchehr Mottaki, chef de la diplomatie iranienne, a par ailleurs indiqué que l'enrichissement de l'uranium iranien pourrait aussi bien être réalisé dans d'autres pays comme la Turquie, le Brésil ou le Japon, confirmant ainsi l'abandon par Téhéran de son exigence de procéder à l'opération sur le sol iranien.<sup>26</sup> Les Iraniens semblent vouloir montrer à travers cette stratégie que les décisions se prennent toujours à Téhéran.

***L'Iran, pour sa part, en refusant que l'enrichissement se fasse en Russie et en France mais en proposant dans le même temps l'option brésilienne, désire « court-circuiter » l'action diplomatique des puissances siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU.***

Officiellement, les Brésiliens ont démenti que des négociations étaient en cours pour la mise en place d'une coopération visant la fourniture d'uranium enrichi à l'Iran depuis le Brésil. Tout semble indiquer que Lula désire ménager ses partenaires du Nord tout en suggérant à ces derniers que cette coopération peut être une solution viable à la crise iranienne. Dans le même temps, le président Lula contraint les Brésiliens à s'investir toujours plus dans la résolution de la crise.

<sup>22</sup> « Energia nuclear: custos duma alternativa », *Revista eletrônica de jornalismo científico*, consulté le 15 janvier 2010: <http://www.comciencia.br/reportagens/nuclear/nuclear01.htm>

<sup>23</sup> Rapport de 2006 sur les réacteurs nucléaires dans le monde de l'AIEA : [http://www-pub.iaea.org/MTCD/publications/PDF/RDS2-26\\_web.pdf](http://www-pub.iaea.org/MTCD/publications/PDF/RDS2-26_web.pdf)

<sup>24</sup> « Ahmadinejad enrichit la polémique sur le nucléaire », *L'Express*, 8 février 2010.

<sup>25</sup> « L'Iran lance l'enrichissement de son uranium malgré les menaces de nouvelles sanctions », *La Tribune*, 9 février 2010.

<sup>26</sup> « L'Iran accepte le principe de l'enrichissement d'uranium à l'étranger », *Reuters*, 3 février 2010.



### *Le soutien de l'administration Lula au programme nucléaire civil iranien*

Le Brésil s'est engagé dans la normalisation des relations avec l'Iran malgré les condamnations récurrentes de la communauté internationale à l'encontre du programme nucléaire iranien. La position officielle de Brasilia repose sur le principe qu'il incombe à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et non pas au Conseil de sécurité de l'ONU de résoudre le différend sur ce programme. En septembre 2007, le président Lula a déclaré que « l'Iran a le droit de procéder aux recherches nucléaires pacifiques et ne doit pas être puni seulement à cause des soupçons occidentaux ». <sup>27</sup> L'opinion de l'exécutif brésilien a été réaffirmée en novembre 2008, lorsque le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, a déclaré que « le Brésil ne reconnaît pas les sanctions unilatérales imposées à l'Iran, que ce soit par les Etats-Unis ou l'Union européenne, [et] que le gouvernement iranien devrait coopérer pleinement avec l'AIEA car c'est la meilleure façon d'éviter les sanctions ». <sup>28</sup>

En juillet 2009, le ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman a fait une visite de dix jours dans plusieurs pays latino-américains, dont le Brésil. S'exprimant lors d'une conférence de presse avec Lula et Amorim, Lieberman a insisté sur le fait que le Brésil devait faire usage de son influence pour freiner le programme nucléaire iranien. Lula a répondu en critiquant le refus d'Israël de signer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires.

A la fin du mois de novembre 2009, l'AIEA a publié un rapport dénonçant la construction secrète par l'Iran d'une deuxième usine d'enrichissement d'uranium. Une résolution de décembre 2009 des 35 membres du Conseil de l'AIEA appelle l'Iran à cesser l'enrichissement et de geler immédiatement la construction des installations nucléaires de Qom. Les Brésiliens se sont néanmoins abstenus de voter cette résolution. L'ambassadeur brésilien à l'AIEA, Antonio Guerreiro, a expliqué l'abstention en disant que « la résolution ouvre la voie à des sanctions et les sanctions ne feront que conduire à un durcissement de la position iranienne ». <sup>29</sup>

<sup>27</sup> « Brazil's Lula Defends Iran's Nuclear Rights », *Reuters*, 25 septembre 2007.

<sup>28</sup> « Brazil Doesn't Recognize Unilateral Sanctions on Iran », *Tehran Times*, 10 novembre 2008.

<sup>29</sup> « Brazil Opposes New Iran Sanctions », *Trend News*, 29 novembre 2009. <http://en.trend.az/regions/iran/1590196.html>

En février 2010, après certaines spéculations selon lesquelles le Brésil pourrait participer à des pourparlers directs bilatéraux visant à fournir à l'Iran de l'uranium enrichi, Celso Amorim a déclaré qu'« à aucun moment au cours de conversations entre Iraniens et Brésiliens a été envisagée une coopération en matière d'enrichissement d'uranium ». <sup>30</sup>

Le Brésil a une position claire sur le sujet iranien. Lula désire instaurer le dialogue avec les autorités iraniennes au lieu d'isoler l'Iran sur la scène diplomatique (discours similaire pour la question nord-coréenne). Par cette action, le président brésilien souhaite faire du Brésil un acteur crédible pour contribuer à la paix au Moyen-Orient. Spécifiquement sur le thème du nucléaire iranien, le géant sud-américain peut se poser comme un arbitre légitime, étant un pays du Sud développant un programme nucléaire civil à des seules fins pacifiques. Le Brésil défend le droit iranien à l'énergie nucléaire tout en étant attentif à ce que ce programme ne dérive pas sur des visées belliqueuses. <sup>31</sup> D'ailleurs, les autorités brésiliennes ne cessent de rappeler que c'est un droit inscrit dans le Traité de non-prolifération dont font partie l'Iran et le Brésil.

### ***Le Brésil a une position claire sur le sujet iranien. Lula désire instaurer le dialogue avec les autorités iraniennes au lieu d'isoler l'Iran sur la scène diplomatique.***

Un autre point d'intérêt tient au fait qu'Israël n'ait pas signé le TNP et qu'il est largement admis que le pays possède des armes nucléaires. <sup>32</sup> Le discours pour le moins intransigent des puissances occidentales à l'encontre de l'Iran est dès lors

décrédibilisé par le fait que, dans le même temps, ces puissances s'offusquent peu de la capacité nucléaire israélienne dans une région pourtant sous haute tension. Le Brésil a quant à lui critiqué la non-adhésion israélienne au TNP, confirmant ainsi une position claire sur le sujet des armes nucléaires quelque soit le pays. Le 15 mars 2010, lors d'un discours à la Knesset, le président Lula a ainsi appelé à « un Moyen-Orient libre d'armes nucléaires, comme en Amérique latine ». <sup>33</sup> En 2005, lors du Sommet Amérique du Sud – Pays arabes, Lula avait déjà réaffirmé « l'importance de

<sup>30</sup> « Brazil Not in Talks to Enrich Iran's Uranium », *Wall Street Journal*, 3 février 2010. [http://online.wsj.com/article/BT-CO-20100203-719352.html?mod=WSJ\\_latestheadlines](http://online.wsj.com/article/BT-CO-20100203-719352.html?mod=WSJ_latestheadlines)

<sup>31</sup> « Lula defende enriquecimento de urânio para fins pacíficos no Irã », *Folha de São Paulo*, 23 novembre 2009.

<sup>32</sup> US Defense Intelligence Agency, *The Decades Ahead : 1999-2020*, juillet 1999, p. 38.

<sup>33</sup> « Lula pede fim de armas nucleares; Israel pede apoio do Brasil contra Irã », *Folha de São Paulo*, 15 mars 2010.

l'adhésion au Traité de non-prolifération de tous les pays, sans exceptions ».<sup>34</sup>

Si le Brésil suit de prêt les discussions sur le programme atomique iranien, c'est aussi parce qu'il redoute des répercussions sur son propre programme. Si les grandes puissances mondiales imposent des limitations et des contrôles de plus en plus rigides à l'Iran, on est en droit de penser que le Brésil pourrait lui-même être victime de ces mêmes mesures à l'avenir. Rappelons que quelques années auparavant, le Brésil avait déjà subi les critiques des puissances occidentales à propos de son programme nucléaire. Tout comme pour les Iraniens, ces mêmes puissances soupçonnaient les Brésiliens de vouloir développer une bombe atomique en enrichissant leur uranium. Le Brésil, en défendant l'Iran et les solutions diplomatiques pour résoudre le conflit, défend dans le même temps son propre droit à se développer industriellement et militairement en toute autonomie (notamment pour la construction de son premier sous-marin à propulsion nucléaire).

#### *Conséquences de l'action diplomatique de Lula pour le Brésil*

Le développement des relations Brésil-Iran constitue une opportunité pour les Brésiliens de surpasser le Venezuela en tant qu'interlocuteur privilégié des Iraniens en Amérique latine. Cela permet ainsi de résoudre deux problèmes : retirer l'Iran de l'orbite vénézuélienne et, dans le même temps, apporter une contribution brésilienne à la gestion de la crise du nucléaire iranien. Tout cela a pour but à la fois d'assurer le leadership régional brésilien aux dépens du Venezuela de Chavez, mais cela participe également à la promotion internationale du géant sud-américain.

Les Chinois y ont en effet des intérêts importants, dépassant l'Union européenne comme principaux partenaires commerciaux des Iraniens (flux commercial sino-iranien représentant plus de 37 milliards US\$ contre 35 milliard US\$ pour le commerce UE-Iran)<sup>35</sup>. Ces derniers n'ont aucune

envie de voir Téhéran se doter de la bombe, mais ils craignent encore davantage une guerre qui pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la sécurité et la stabilité de la région et donc sur l'approvisionnement en pétrole. La Chine voit ainsi d'un bon œil le fait qu'elle ne soit pas la seule puissance présente au Conseil de sécurité de l'ONU (le Brésil étant membre non permanent depuis janvier 2010) allant à l'encontre des positions étasunienne, européenne, mais aussi russe concernant le programme nucléaire iranien.

Le fossé diplomatique pourrait par contre se creuser entre le Brésil et les Etats-Unis. Brésiliens et Américains n'en sont pas à leur premier désaccord (échec du projet nord-américain de la Zone de libre-échange des Amériques ; différends commerciaux à l'OMC ; dénonciation de la présence de bases américaines en Colombie et de la réactivation de la IVème Flotte américaine dans l'Atlantique Sud, etc.). Dans leur désir de s'affirmer internationalement en cherchant de nouveaux partenariats Sud-Sud, les autorités brésiliennes pourraient finir par perdre à l'avenir un possible soutien des Etats-Unis pour un Conseil de sécurité réformé.

Le récent partenariat stratégique conclu avec la France (décembre 2008) pourrait également être mis à mal. Ces dernières années, les relations économiques franco-brésiliennes se sont intensifiées, notamment dans le domaine de l'armement (acquisition par les Brésiliens du porte-avions Foch rebaptisé São Paulo ; vente par la France de sous-marins conventionnels Scorpène et coopération pour la construction du premier sous-marin nucléaire brésilien ; achat d'hélicoptères et d'avions de chasse). Cette nouvelle entente franco-brésilienne est telle que la France

a consenti à faire de larges transferts de technologie. Si bien que se pose la question de l'évolution des relations entre Français et Brésiliens si ces derniers continuent de ne pas soutenir les efforts de la diplomatie française sur le front de la dénucléarisation de l'Iran. Nicolas Sarkozy, qui jusqu'à présent a soutenu les prétentions internationales brésiliennes, notamment pour l'obtention d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, pourrait revoir sa position à la vue de l'entêtement des Brésiliens à vouloir appuyer le programme nucléaire iranien.

***Le Brésil, à travers son soutien aux Iraniens, pourrait également se rapprocher indirectement de la Chine, qui a toujours critiqué les***

***...  
Le Brésil vit une période décisive de son histoire. Le pays s'affirme toujours plus comme un acteur mondial dans ce nouveau millénaire et se trouve être dans une position favorable pour négocier sa place dans le club restreint des grandes puissances.***

<sup>34</sup> Déclaration conjointe du Sommet ASPA, Brasilia, 11 mai 2005.

<sup>35</sup> « China Overtakes EU as Iran's Top Trade Partner », *Financial Times*, 8 février 2010.

## Conclusion

Les Brésiliens ne veulent pas faire l'erreur de considérer l'Iran comme une nation insignifiante. Ce pays possède l'une des plus importantes réserves de pétrole et de gaz du Moyen-Orient, une industrie de haut niveau, un marché encore peu exploré et se trouve à proximité de puissances émergentes (Inde ; Chine). Le géant sud-américain, qui a su développer ses relations Sud-Sud ces dernières années, se refuse de faire l'impasse sur un tel potentiel économique.

Le Brésil vit une période décisive de son histoire. Le pays s'affirme toujours plus comme un acteur global dans ce nouveau millénaire et se trouve être dans une position favorable pour négocier sa place dans le club restreint des grandes puissances. Sur ce constat, il paraît naturel que le président brésilien ne puisse plus rester en dehors de la résolution des grandes crises mondiales. Le Brésil est une nation pacifique ayant un historique de pays conciliateur.

La position du président Lula sur la question du nucléaire iranien n'est pas le fruit d'une quelconque idéologie, mais obéit au seul souci de la préservation de l'autonomie et de la souveraineté de tous les pays, y compris l'Iran. Lula défend ainsi le droit iranien de se développer industriellement, notamment à travers la création d'un complexe nucléaire civil national.

La réussite de la médiation brésilienne dans la résolution de la crise du nucléaire iranien dépendra grandement de l'acceptation ou non de la part des grandes puissances mondiales de se ranger derrière la posture consensuelle du président Lula. L'efficacité de son action diplomatique dépendra également de sa capacité à éviter toute action unilatérale contre l'Iran, en particulier des frappes préventives israéliennes. Enfin, se pose la question de l'évolution de la position brésilienne de « l'après Lula » (les élections présidentielles devant se dérouler en octobre 2010) sur ce dossier sensible faisant polémique au niveau interne.



Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).



Observatoire des Amériques  
www.ameriques.uqam.ca  
Courriel : oda@uqam.ca  
Tél. : (514) 987-3000  
p. 0382



Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation  
Université du Québec à Montréal  
Faculté de science politique et de droit  
Case postale 8888, succ. Centre-ville  
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8